NON AU « CAP 2022 »

Voici le programme « d'Action Publique 2022 » de Macron, avec toujours la même volonté de **réduction drastique des services publics et des emplois publics**. Pilotée par le ministre du Budget Gérald Darmanin, cette énième réforme d'inspiration néo-libérale vise à « moderniser » l'accès aux services publics. La méthode se drape d'une vertu jupitérienne : la parole serait aux français !

Ainsi, depuis le 24 novembre 2017, le gouvernement a lancé des consultations « pour la transformation des services publics » à la fois via une plate-forme numérique et aussi via des « événements », comme **1er et 2 février 2018 lors de la restitution du projet d'Action publique 2022 qui se tiendra en préfecture du Nord à Lille**.

Sur la forme, nous dénonçons l'opacité totale sur le lieu où **le choix des participants amenés** à donner leur avis sur l'avenir des services publics. Qui sont-ils et que représentent-ils ? Se parer ainsi d'un vernis de consultation large relève plus d'une opération de communication que d'une réelle volonté d'écouter les citoyen-nes et/ou fonctionnaires. **Elle accentue également le sentiment démagogique que les corps intermédiaires**, dont les syndicats, sont des obstacles à contourner pour ce gouvernement Macronniste.

Sur le fond, une **très large majorité de Françaises et Français sont attachés aux retraites, à la sécurité sociale, aux soins, à l'éducation, à la recherche, aux organismes chargés de leur trouver un emploi ou une formation, de chasser les tricheurs fiscaux, de contrôler les abus du patronat, à leurs protections sociales et sanitaires, à la sûreté, aux transports publics, aux droits à la communication, à l'information, l'accompagnement administratif,** etc.

Or, le président **Macron a annoncé lors de la campagne présidentielle vouloir supprimer pas moins de 70 000 emplois dans la fonction publique territoriale, 50 000 emplois dans la fonction publique d'état, tout en érodant fortement la fonction publique hospitalière**…

Or la feuille de route du programme « Action publique 2022 », **c'est réfléchir à l'abandon ou à la privatisation de missions de services publics**. C'est aussi le basculement de certaines missions des services de l'État vers les collectivités locales, accentuant ainsi les reculs des services publics.

« CAP 2022 » c'est un démantèlement des services publics, mais c'est aussi un changement profond de société, avec des perspectives de privatisations accrues : **transports, protection sociale, énergie … entraînant, de facto, un développement des inégalités**.

La CGT vous invite à faire entendre nos voix autrement que dans ce simulacre de démocratie, véritable caution de la casse du service public et de ses agents ! Agents des services publics ou usagers, venez exiger une autre vision d'un service public au service de l'égalité, de la protection des populations et du progrès humain !

RASSEMBLEMENT – PLACE DE LA RÉPUBLIQUE À LILLE

LE JEUDI 1ER FÉVRIER 2018 DE 8H À 10H